

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

ROUTE DE SOUCIEU
69530 Brignais

Références : UDR-SSDAS-25-112-LL
Code AIOT : 0006107069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté ROUTE DE SOUCIEU 69530 BRIGNAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Saisine du SYSEG (syndicat des eaux de Givors).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- ROUTE DE SOUCIEU 69530 BRIGNAIS
- Code AIOT : 0006107069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

A 1,5 km à l'ouest de Brignais, sur le coteau nord du vallon du ruisseau le Chéron, une activité de carrière de roche massive a été exercée après 1950, jusqu'en 1970. Une étude du BRGM de 1972 permet à la société Monin Services (devenu SITA MOS puis Suez) de démarrer une activité de décharge contrôlée, cette activité de stockage de déchets ménagers et assimilés ayant lieu jusque fin 1996. Le réaménagement qui suit, avec apports de déchets inertes, se termine en 2008. La topographie finale recherchée est celle d'un dôme arrondi à son sommet, avec sur le flanc ouest un caniveau maçonné pour recueillir les eaux de la source Gamboni.

Un arrêté de SUP (servitudes d'utilité publique) et un arrêté de suivi post-exploitation sont signés en 2008.

Dans les années 2010, le site comporte un quai de transfert des ordures ménagères, cette installation étant arrêtée en 2017. Une inspection de « recollement » est faite en 2018 par DDPP s'agissant de la fermeture définitive du centre de transit. Le suivi ICPE du site est transféré de la DDPP à la DREAL-UDR en 2023.

En 2021, l'exploitant présente un projet à connaissance de création d'une centrale photovoltaïque au sol, ainsi qu'une antenne relais. Le chantier d'implantation des PV se fait à partir de fin 2024 pour le compte de la société ENGIE PV. SUEZ reste le propriétaire et l'entité responsable de la post-exploitation de la décharge.

Le 17 octobre 2024, lors de l'épisode exceptionnel de pluie touchant le sud du département du Rhône, l'exploitant déclare un effondrement partiel du coteau surplombant la route départementale. L'exploitant indique que le massif de déchet n'est pas endommagé par cet événement.

Par ailleurs, les analyses de PFAS effectuées fin 2023 révèlent des teneurs élevées, pour un faible débit (non mesuré). Le SYSEG (syndicat mixte pour la station d'épuration de Givors) alerte la DREAL le 06/02/2025 car son réseau et sa station d'épuration de Givors reçoivent ces lixiviats.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de la qualité des eaux superficielles -hors lixiviats	Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Suivi des lixiviats déversés au réseau d'ass.	Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivi topographique - risque d'éboulement	Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a reçu ses derniers déchets non-inertes en décembre 1996. La mise en service d'une centrale solaire de 3,4 MWc au sommet du site permet de maintenir une activité et donc un suivi de la décharge sur le long-terme.

Dans un contexte hydro-géologique marqué par la présence d'une source et de la situation de l'ancienne décharge sise en surplomb de la RD25-route de Soucieu, l'exploitant doit :

- d'ici fin avril, faire une analyse d'eau supplémentaire (suintement sur la RD25)
- dans un délai de 3 mois, supprimer la surverse des lixiviats au milieu naturel (rivière "Chéron") et installer un compteur de débit des lixiviats.
- dans un délai de 3 mois, faire réaliser par un hydrogéologue un diagnostic et un plan d'action de sécurisation de l'écoulement des eaux superficielles afin d'éviter la répétition des éboulements constatés en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de la qualité des eaux superficielles -hors lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surfaces
Prescription contrôlée : La qualité des eaux du Chéron (d'objecti de qualité 1A) sera analysée une fois par an au mois de novembre. Les paramètres suivants seront recherchés : <ul style="list-style-type: none">- PH, DBO5, DCO et MEST- Zn, Fe. La qualité des eaux de la source Gamboni aval sera analysée une fois par an au moins de novembre. Les paramaètres suivants seront recherchés : PH, DCO, MEST, Azote total.
Constats : Les analyses demandées sont effectuées par l'exploitant, en avril et novembre. Selon ces résultats depuis 2008, les eaux superficielles ne sont pas impactées par l'ancienne décharge. Sur le dôme de déchets, l'implantation des panneaux solaires (fin 2024 et début 2025) s'est fait sur des longrines en béton. Aucun schéma d'écoulement des eaux n'est organisé au droit des panneaux. Les emprises des anciens puits de biogaz sont respectées afin de ne pas créer d'infiltration dans le massif de déchets. Au nord-ouest du site, la source Gamboni (située hors site) est immédiatement canalisée à son entrée sur le site dans un caniveau-tuile-béton. Ce caniveau contourne entièrement le massif de déchets par l'Ouest jusqu'à la rupture de pente du coteau, puis vers l'Est lorsque le caniveau descend à flanc de coteau jusqu'à rejoindre un regard de passage sous la route pour rejoindre finalement le Chéron. Suite à l'épisode pluvieux exceptionnel du 17/10/2024, l'exploitant a fait réparer certaines portions de caniveau-tuile-béton de l'écoulement de la source Gamboni, situées en haut du coteau. En effet, un éboulement important, en partie dû au débordement de cette eau, a

<p>endommagé le coteau et bloqué la route. Un hydrogéologue a été missionné par l'exploitant afin de s'assurer que le coteau avec son caniveau, ne vont pas être à nouveau sujet à de tels éboulements.</p> <p>Une nouvelle clôture a été installée en haut du coteau, sous les derniers panneaux.</p> <p>Enfin, un écoulement non répertorié a été constaté au niveau du mur de soutènement bordant la route, sous le dernier tronçon du tuyau PEHD noir qui achemine les lixiviats vers le bas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait analyser l'eau de ruissellement au droit de la RD25 dans le mur de soutènement, lors du prochain prélèvement d'avril 2025.</p> <p>Il compare ce prélèvement aux lixiviats prélevés le même jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Suivi des lixiviats déversés au réseau d'ass.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surfaces</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la qualité des lixiviats déversés dans le réseau d'assainissement communal de Brignais seront contrôlés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux fois par an, en avril et novembre où seront analysés les paramètres suivants : PH, DBO5, DCO et MEST - une fois par an en novembre où seront analysés les paramètres suivants : HCT, CU, Hg, Sn, Al, Zn, Cd, Cr6, Ag, Fe, Cr et NI.
<p>Constats :</p> <p>Les apports de déchets ont cessé depuis janvier 1997 inclus. Aucune eau n'est supposée pénétrer le massif de déchets, la couverture étanche du dôme orientant les eaux de pluie sur les côtés.</p> <p>Les lixiviats qui sont collectés gravitairement à la base du massif des déchets, sont acheminés par un tuyau d'un diamètre de 50 cm qui passe sous la route et rejoint un regard bétonné d'environ 1m3 qui dispose de 2 sorties :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première se dirigeant vers la canalisation d'eaux usées du SYSEG, située sous la route (plaque de fonte) - la seconde se dirigeant vers le Chéron (suintant ce jour) <p>La différence de niveau (hauteur à la base) est très faible entre ces deux exutoires, ainsi le rejet des lixiviats directement au Chéron est possible dès lors que le niveau de l'eau monte dans le regard.</p> <p>Lors de la visite, par temps sec et stable depuis plusieurs jours, le flux arrivant dans le regard est un filet de lixiviat odorant nettement visible mais faible. Le flux se dirige majoritairement vers l'exutoire du réseau du SYSEG.</p>

<p>Le flux est bien plus faible vers l'exutoire du Chéron, le tuyau laisse voir un écoulement au goutte à goutte. Ainsi, par temps sec, l'essentiel du flux de lixiviat rejoint le réseau du SYSEG.</p> <p>Par temps pluvieux, en revanche, le regard est susceptible de recevoir des apports significatifs d'eau venant de la chaussée (en pente), ce qui produit très certainement un flux mixte lixiviat + eaux de pluie allant directement au Chéron. Le Chéron se jette dans le Garon à Brignais, en zone habitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise des travaux afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • condamner l'exutoire Chéron de ses lixiviats • installer un débit-mètre permanent de mesurer le débit de ses lixiviats.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Suivi topographique - risque d'éboulement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2008, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éboulements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi topographique annuel du site sera maintenu jusqu'en 2013. Un rapport de suivi topographique reprenant les principales évolutions du site accompagné du bilan des précédents tassements, sera transmis à l'IIC.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des cotes de niveau est effectué par l'exploitant à intervalle régulier (au moins une fois par an). Un léger affaissement (quelques cm) est constaté.</p> <p>L'inspection ne dispose pas du bilan qui devait être réalisé en 2013.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec le constat n°1, dans un délai de 3 mois, l'exploitant fait réaliser par un hydrogéologue un diagnostic et un plan d'action de sécurisation de l'écoulement des eaux superficielles afin d'éviter la répétition des éboulements constatés en 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>